



Identification : PM/B24/05373/NR

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BASE  
Repère support : NR

## PROJET DE MARCHÉ

### ASSISTANCE SECURITE A L'INSTALLATION 32 DE PIERRELATTE

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	03/2025	N. ROCHE	M. DETHAN	N. EYRARD





Marché classifié avec détention, Secret

**A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CENTRE DE MARCOULE  
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX**

MARCHÉ N°: 4000XXXXXX / XXXXX

OBJET : Assistance sécurité à l'installation 32 de Pierrelatte

Entre,

**LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel, dont le Siège est situé au Bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15ème, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par M. ...., agissant en qualité de .....

Ci-après dénommé "le CEA",

D'une part,

Et,

***En cas de candidature individuelle***

..... (**nom de la société**), Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de ..... €, domiciliée au ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ....., représentée par ....., agissant en qualité de .....

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

***En cas de candidature en groupement***



**Le Groupement Momentané d'Entreprise** ..... (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**nom de la société**), **1<sup>er</sup> cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....  
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de ..... €, domiciliée au .....,  
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS  
....., représentée par ....., agissant en qualité de .....

Et,

..... (**nom de la société**), **2<sup>ème</sup> cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),  
au capital de ..... €, domiciliée au ....., inscrite au Registre du Commerce et des  
Sociétés de ..... sous le numéro RCS ....., représentée par  
....., agissant en qualité de .....

Et,

..... (**nom de la société**), **3<sup>ème</sup> cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),  
au capital de ..... €, domiciliée au ....., inscrite au Registre du Commerce et des  
Sociétés de ..... sous le numéro RCS ....., représentée par  
....., agissant en qualité de .....

ET,

..... (**Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitant en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.**)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**



## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1	Clause relative à la classification.....	6
ARTICLE 2	Objet .....	6
ARTICLE 3	Documents contractuels .....	6
ARTICLE 4	Nature et etendue du marché.....	6
4.1	Prestations fermes.....	7
4.2	Prestations optionnelles .....	7
4.3	Prestations sur prix unitaires .....	7
4.4	Prestations sur Fiche De Modifications sur Devis Préalable (FDMDP) .....	7
ARTICLE 5	Modalités d'exécution .....	7
5.1	Modalités de levée des options .....	7
5.2	Modalités d'exécution des prestations sur prix unitaires .....	8
5.3	Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP.....	8
5.3.1	Expression du besoin .....	8
5.3.2	Offre du Titulaire .....	8
5.3.3	Signature de la FDMDP .....	8
ARTICLE 6	Conditions financières .....	9
6.1	Détails des prix .....	9
6.1.1	Prestations fermes.....	9
6.1.2	Prestations optionnelles .....	9
6.1.3	Prestations sur prix unitaires .....	10
6.1.4	Prestations sur FDMDP .....	10
6.2	Révision des prix .....	11
ARTICLE 7	Paiement du prix.....	12
7.1	Termes de paiement.....	12
7.1.1	Prestations fermes.....	12
7.1.2	Prestations optionnelles .....	12
7.1.3	Prestations sur Prix Unitaires .....	12
7.1.4	Prestations sur FDMDP .....	12
7.2	Modalités de facturation .....	12
7.3	Régime fiscal .....	14
ARTICLE 8	Durée et délai .....	14
8.1	Délai d'exécution des prestations correspond au délai nécessaire à la réalisation des prestations.....	15
8.2	Durée du marché correspond au délai de validité du marché.....	15
8.3	Délais spécifiques.....	15
ARTICLE 9	Pénalités .....	16
9.1	Pénalités de délais .....	16
9.2	Contrôle des exigences environnementales .....	16
ARTICLE 10	Conditions particulières d'exécution .....	17
10.1	Interlocuteurs.....	17
10.2	Respect par le titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale .....	17



ARTICLE 11	Gestion des modifications .....	17
11.1	Ajout de prestations unitaires forfaitaires .....	17
11.2	Évolution des prestations par FDMDP .....	18
ARTICLE 12	Sous-traitance.....	18
ARTICLE 13	Non-soumission a des marches connexes.....	18
ARTICLE 14	Clause de protection du secret de la défense nationale .....	19
ARTICLE 15	Compétence juridictionnelle .....	21
ANNEXE 1	: Clauses génériques.....	22
ANNEXE 2	: Clauses de protection des informations .....	26
ANNEXE 3	- ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE & DECLARATION INDIVIDUELLE (*) .....	28
ANNEXE 4	: PLAN CONTRACTUEL DE SECURITE .....	29



## **ARTICLE 1**      **CLAUSE RELATIVE A LA CLASSIFICATION**

Le présent marché est classifié Secret au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Les prescriptions particulières de sécurité sont précisées dans le Plan Contractuel de Sécurité annexé au marché.

## **ARTICLE 2**      **OBJET**

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les prestations d'**assistance au soutien opérationnel au suivi sécurité de l'installation 32 de Pierrelatte**.

Les prestations du présent marché sont assurées pour le compte de la Direction des Energies (DES), Centre de Marcoule (MAR), Institut des Sciences et technologies pour une Economie Circulaire des énergies bas carbone (ISEC), Département de recherche sur les Procédés et Matériaux pour les Environnements complexes (DPME), Service d'Exploitation des installations de Marcoule et Pierrelatte (SEMP) et Groupe d'Exploitation des installations de Pierrelatte (GEPI).

## **ARTICLE 3**      **DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule \*,
- Le cas échéant le Plan Contractuel de Sécurité N°25-001.
- Le Cahier des Charges référencé DES/ISEC/DPME/SEMP CC 0010 Ind. A du 08/10/2024 et ses annexes, ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur \*,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1<sup>er</sup> janvier 2022,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. .... du ....., à titre supplétif. **A renseigner par le soumissionnaire.**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

\*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

## **ARTICLE 4**      **NATURE ET ETENDUE DU MARCHE**

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code la commande publique.

Son étendue est précisée dans le Cahier des Charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer,



à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans le cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionné à l'article 2 supra, comprennent :

#### **4.1 PRESTATIONS FERMES**

- Mission 1 : Actions d'assistance pour la préparation et le suivi des interventions,
- Mission 2 : Actions d'assistance au CEA dans la communication et l'animation,
- Mission 3 : Assistance pour la mise à jour des référentiels sécurité.

Les prestations et les livrables attendus au titre des prestations fermes sont détaillés au cahier des charges, cité à l'article 3 supra.

#### **4.2 PRESTATIONS OPTIONNELLES**

Les prestations et les livrables attendus au titre des prestations optionnelles sont détaillés au cahier des charges, cité à l'article 3 supra.

- **Option 1** : prolongation des prestations pour 12 mois supplémentaires.
- **Option 2** : prolongation des prestations pour 12 mois supplémentaires.

#### **4.3 PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES**

Les prestations sur prix unitaires (PU) concernent :

- BPU n°1 : Rédaction complète d'un rapport de sécurité d'un laboratoire,
- BPU n°2 : Rédaction d'un compte-rendu ou note de 5 pages,
- BPU n°3 : Rédaction d'une procédure sécurité de 10 pages.

Le titulaire s'engage à fournir, pour toute la durée du marché, les articles référencés sur PU. En cas d'indisponibilité d'un article quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à en informer immédiatement le CEA par écrit et à lui proposer son remplacement par un article de nature, qualité et prix équivalents. Le CEA disposera d'un délai d'un mois pour accepter ou refuser ce nouvel article. La substitution n'est possible qu'après autorisation écrite du CEA.

#### **4.4 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATIONS SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)**

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations modificatives directement liées à l'objet du marché.

### **ARTICLE 5 MODALITES D'EXECUTION**

#### **5.1 MODALITES DE LEVEE DES OPTIONS**

Chacune des options visées à l'article 4.2 supra pourra être levée par le CEA par courrier électronique avec un délai de préavis minimum de 40 jours ouvrés.

Dans le cas où les options ne seraient pas levées par le CEA, le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation et ne pourra prétendre à aucune indemnité.



## 5.2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

Cet article concerne les prestations sur prix unitaires visées à l'article 4.3 supra.

Toute prestation sur PU, demandée par le CEA, donne lieu à l'émission d'un ordre de service (OS). L'ordre de service (OS) sera émis avec un préavis de 10 jours calendaires avant le commencement des prestations.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations sans avoir reçu l'OS signé par une personne dûment habilitée à engager le CEA.

La réception des prestations est formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.

## 5.3 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDMDP

Pour les prestations visées à l'article 4.4 supra, les prestations seront engagées comme suit :

### 5.3.1 Expression du besoin

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

### 5.3.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la prestation en application des dispositions de l'article 6.1.4 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations du marché,
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 6.1.4 infra,
- Le montant total HT détaillé par postes,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

### 5.3.3 Signature de la FDMDP

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA et, sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le plafond mentionné à l'article



6.1.4 infra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui sont définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Les prestations sur FDMDP ne peuvent être notifiées que durant la période de validité du marché.

## ARTICLE 6 CONDITIONS FINANCIERES

Le montant estimé des prestations est plafonné à **xx** €HT (CE du mois de remise de l'offre [M0]) ainsi décomposé :

- Montant des prestations fermes : **xx** €HT,
- Montant des prestations optionnelles : xx €HT,
- Montant plafond sur prix unitaires : **xx** €HT,
- Montant plafond sur devis préalables : **xx** €HT.

### 6.1 DETAILS DES PRIX

#### 6.1.1 Prestations fermes

Le prix des prestations fermes du marché est fixé à la somme forfaitaire et révisable de :

..... € HT

Soit, en toutes lettres : .....

*A renseigner par le soumissionnaire.*

Libellé des actions	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
Mission 1 : Actions d'assistance pour la préparation et le suivi des interventions	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Mission 2 : Actions d'assistance au CEA dans la communication et l'animation	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Mission 3 : Assistance pour la mise à jour des référentiels sécurité	..... € HT	Forfaitaire	Révisable

*A renseigner par le soumissionnaire.*

#### 6.1.2 Prestations optionnelles

Les prix des prestations optionnelles forfaitaires et révisables du marché sont les suivants :

Prestations	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
Option 1 : Prolongation des prestations pour une durée de 12 mois supplémentaires.	..... € HT	Forfaitaire	Révisable



Option 2 : Prolongation des prestations pour une durée de 12 mois supplémentaires.	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
--	------------	-------------	-----------

*A renseigner par le soumissionnaire.*

#### 6.1.3 Prestations sur prix unitaires

Les prestations sur prix unitaires sont réalisées sur la base des prix forfaitaires et révisables suivants :

Prestations / Qualifications	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
BPU n°1 : Rédaction complète d'un rapport de sécurité d'un laboratoire	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
BPU n°2 : Rédaction d'un compte-rendu ou d'une note de 5 pages	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
BPU n°3 : Rédaction d'une procédure sécurité de 10 pages	..... € HT	Forfaitaire	Révisable

*A renseigner par le soumissionnaire.*

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT

*(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché),*

Soit, en toutes lettres : .....

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur PU n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

#### 6.1.4 Prestations sur FDMDP

Les prestations sur FDMDP visées à l'article 4.4 supra sont réalisées à prix forfaitaires et révisables basés :

- Pour la main d'œuvre, sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation :

Profils - Qualification		Taux horaires	Taux journaliers*
P1		..... € HT	..... € HT
P2		..... € HT	..... € HT
P3		..... € HT	..... € HT
P4		..... € HT	..... € HT
P5		..... € HT	..... € HT
<i>Le soumissionnaire peut ajouter des lignes</i>		..... € HT	..... € HT

(\*) : Base 7,8 h/j

*A renseigner par le soumissionnaire.*



- Pour les fournitures, matériels, services et/ou sous-traitance, soit, le cas échéant, sur les prix issus des postes de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), soit sur les prix d'achat du Titulaire augmentés du coefficient de peines et soins défini infra et désactualisés aux conditions économiques du marché. Étant entendu que, sur demande du CEA, le Titulaire aura l'obligation de présenter les justificatifs comptables adéquats et qu'il sera en mesure de démontrer qu'il fait ses meilleurs efforts dans la négociation de ses prix d'achat auprès de ses fournisseurs.

<b>Coefficient de peines et soins</b>	_____ %
---------------------------------------	---------

*A renseigner par le soumissionnaire.*

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT  
*(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché)*

Soit, en toutes lettres : .....

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FDMDP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

## 6.2 REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 6.1 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (\_\_\_\_\_ 2025), ce mois est appelé « mois zéro » (M0). *A renseigner par le soumissionnaire.*

Ils sont révisables à la date d'enclenchement du marché puis annuellement selon les modalités définies ci-après :

Le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule le calcul de la révision de prix pour l'année à venir, basé sur les formules définies ci-après :

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left( 0,05 + 0,85 \times \frac{ICHTrev - IME}{ICHTrev - IME_0} + 0,10 \times \frac{FD}{FDx_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,  
P<sub>0</sub> = Prix aux conditions économiques du mois 0,  
ICHTrev – IME<sub>0</sub> = valeur de l'Indice du Coût Horaire du Travail révisé – Tous salariés, avec effet CICE, du mois de XXX 2025 (*mois 0*), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565183, pour industries mécaniques et électriques,  
FD<sub>0</sub> = valeur de l'Indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France – Transports, communications et hôtellerie (TCH), du mois de XXX 2025 (*mois 0*), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001763861,



$ICH_{Trev-IME_1} / FD_1$  = dernière valeur connue de ce même indice au mois de la date anniversaire de l'enclenchement du marché.

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Dans le cas où le coefficient de révision calculé est supérieur à 1,100, les parties peuvent convenir de se rencontrer pour déterminer une périodicité d'application de la formule temporairement plus adaptée au contexte économique. Ces nouvelles modalités seront formalisées par courrier contresigné des parties.

Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de cette dernière.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer la révision de prix sans demande préalable du Titulaire.

## **ARTICLE 7 PAIEMENT DU PRIX**

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

### **7.1 TERMES DE PAIEMENT**

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA.

#### **7.1.1 Prestations fermes**

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 1/12<sup>ème</sup> du montant forfaitaire annuel TTC, mensuellement et à terme échu, après acceptation sans réserve par le CEA des prestations réalisées.

#### **7.1.2 Prestations optionnelles**

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 1/12<sup>ème</sup> du montant forfaitaire de l'option TTC, mensuellement et à terme échu, après acceptation sans réserve par le CEA des prestations réalisées.

#### **7.1.3 Prestations sur Prix Unitaires**

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 100% du montant TTC des prestations BPU, après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation réalisée.

#### **7.1.4 Prestations sur FDMDP**

Chaque FDMDP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte.

### **7.2 MODALITES DE FACTURATION**

Fournisseur français



Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : [contact\\_demat@cea.fr](mailto:contact_demat@cea.fr)

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : [relances@cea.fr](mailto:relances@cea.fr)
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

#### *Fournisseur étranger :*

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.



Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : [contact\\_demat@cea.fr](mailto:contact_demat@cea.fr)

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA  
Centre de SACLAY  
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS  
Bâtiment 530 - Point courrier 75  
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : [relances@cea.fr](mailto:relances@cea.fr)
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

### **7.3 REGIME FISCAL**

Le Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

## **ARTICLE 8 DUREE ET DELAI**

Le marché prend effet à compter de la réunion d'enclenchement (**T0**).



### 8.1 DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS CORRESPOND AU DELAI NECESSAIRE A LA REALISATION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent à compter de **T0** pendant une durée de 2 ans exprimée comme suit :

$$\text{Délai d'exécution} = T0 + 24 \text{ mois}$$

En option, les prestations pourront être prolongées durant une année supplémentaire, renouvelable une fois.

### 8.2 DUREE DU MARCHÉ CORRESPOND AU DELAI DE VALIDITE DU MARCHÉ

La durée du marché est la période durant laquelle le marché est en vigueur. Le présent marché sera réputé terminé suite à l'exécution complète des obligations découlant du présent marché.

### 8.3 DELAIS SPECIFIQUES

Mission concernée	Livrables	Fréquence sur 12 mois	Volumétrie à titre indicatif	Délai de remise après demande
<b>Mission 1 : Actions d'assistance pour la préparation et le suivi des interventions</b>	Préparation et suivi des plans de prévention	1 par semaine	45	10j
	Enregistrement et suivi des A.I	4 A.I par semaine – suivi journalier	150	10j
	Réalisation et enregistrement des visites de chantiers (avec compte-rendu)		8 visites sécurité	10j
	Rondes + compte-rendu		12 rondes	10j
<b>Mission 2 : Actions d'assistance au CEA dans la communication et l'animation</b>	Préparation et réalisation d'exercices sécurité avec compte-rendu		2 à 3	10j
	Mise à jour journalière du document du point d'installation	En continu	200	10j
	Assistance auprès de l'ISI de l'installation sur des actions affichage, balisage	En continu	20 vérifications affichage	10j
	Réalisation des accueils sécurité avec mise à jour éventuel	En continu	30	10j
	Rédaction des bilans périodiques	Mensuel et trimestriel	16	10j
<b>Mission 3 : Assistance pour la mise à jour des référentiels sécurité</b>	Assistance pour le suivi des EvRP (enquête et 1 document unique)	En continu	16	2 mois
	Assistance pour le suivi des EvRL	En continu	30	10j
	Assistance pour le suivi des EvRC	En continu	20	10j
	Assistance pour le suivi de l'EvRR	En continu	1	10j
	Assistance pour le suivi du DTA et avant travaux	En continu	1 doc + 100 AVT	2 mois
	Aide à la mise à jour du référentiel de sécurité de l'installation en veillant à la cohérence avec la	En continu	3 lectures de SEC intégrations des	2 mois



	réglementation du travail, les règles de sécurité du CEA Marcoule et les règles de sécurité de l'établissement ORANO de Pierrelatte		recommandations de CSNSQ	
<b>Livrables commun</b>	Compte-rendu mensuel d'activité	Mensuel	12	10j
	Matrice des compétences : Mise à jour dès que nécessaire pour s'assurer du maintien des compétences tout au long de la prestation	En continu	A minima, elle figure dans le compte-rendu de la réunion trimestrielle	10j

## ARTICLE 9 PENALITES

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant total hors taxes du marché révisé incluant le montant des prestations fermes, des options et les Ordres de Services et les FDMDP contractualisés par le CEA.

Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

### 9.1 PENALITES DE DELAIS

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

Le non-respect, par le Titulaire, des délais spécifiques définis à l'article 8.3 entraînera l'application de pénalités de retard. Ces pénalités sont fixées à 1/1000ème du montant total hors taxes du marché, par jour calendaire de retard. Les pénalités appliquées sur un jalon intermédiaire ne sont pas restituables. Les autres alinéas de l'article 24 des Conditions Générales d'Achat restent inchangés.

### 9.2 CONTROLE DES EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans la prestation qui lui est confiée. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le titulaire présentera dans une note annuelle les actions menées en matière de protection de l'environnement en lien avec l'objet de la prestation.

Non-respect du délai de remise de la note annuelle relative aux actions menées en matière de protection de l'environnement	50 € par semaine de retard à compter de la date anniversaire du T0
--	--



## ARTICLE 10 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

### 10.1 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du marché, les parties désignent comme interlocuteurs :

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	EYRARD Nathalie, Technicienne, Tel : 04.75.50.43.66 Courriel : <a href="mailto:nathalie.eyrard@cea.fr">nathalie.eyrard@cea.fr</a>	ROCHE Noé, Acheteur, Tel : 04.66.79.66.36 Courriel : <a href="mailto:noe.roche2@cea.fr">noe.roche2@cea.fr</a>
Pour le Titulaire	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :

*A renseigner par le soumissionnaire.*

### 10.2 RESPECT PAR LE TITULAIRE DU MARCHE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

## ARTICLE 11 GESTION DES MODIFICATIONS

### 11.1 AJOUT DE PRESTATIONS UNITAIRES FORFAITAIRES

Lorsqu'un besoin de nouvelles prestations récurrentes apparaît en cours d'exécution du présent marché, en lien avec l'objet global du marché et en complément des prestations sur PU déjà prévues, les Parties peuvent convenir de la création d'un nouveau PU.

Ce nouveau prix unitaire est objectivé par comparaison avec les prix unitaires existants, soit établi sur la base du montant d'une FDMDP déjà contractualisée ayant un objet similaire.



Dans les deux hypothèses, les taux forfaitaires du marché servent de base à ce chiffrage.

Dans tous les cas, le CEA formalisera cette modification :

- Soit par une lettre de gestion co-signée des parties dans la limite de 5 nouveaux prix unitaires pour la durée totale du marché.
- Soit par un avenant au marché, au-delà de cette limite.

L'ajout de nouveaux PU n'a pas d'impact sur le montant plafond prévu à l'article 6.1.3 supra.

## **11.2 ÉVOLUTION DES PRESTATIONS PAR FDMDP**

Une évolution des prestations demandée par le CEA, ou proposée par le Titulaire et acceptée par le CEA, fait l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) établie par le Titulaire conformément aux dispositions définies à l'article 5.3 supra. La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter le marché et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

Lorsque les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 6.1.4 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant au marché.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

## **ARTICLE 12 SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

## **ARTICLE 13 NON-SOUMISSION A DES MARCHES CONNEXES**

Le Titulaire s'interdit de faire naître une situation dans laquelle ses intérêts professionnels seraient en conflit, à l'occasion de l'attribution (en son nom propre ou en sous-traitance) ultérieure d'un marché connexe (prestations d'assistance, d'étude ou de réalisation en lien avec les prestations objet du présent marché).

Le Titulaire, ses sous-traitants et une société avec laquelle il entretient des liens (appartenance au même groupe, filiale ou actionnaire) ne pourra pas soumissionner à, ni exécuter, une prestation qui pourrait avoir une relation directe avec les prestations objet du présent marché, sauf à démontrer qu'il n'y a pas de situation de conflit d'intérêts et/ou d'avantage concurrentiel irrattrapable par rapport aux autres entreprises.



Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, pourra entraîner la résiliation du présent marché à ses torts, sans formalités judiciaires, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

## **ARTICLE 14      CLAUSE DE PROTECTION DU SECRET DE LA DEFENSE NATIONALE**

1. Le marché est un marché classifié de niveau Secret au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il implique la détention d'Informations et Supports Classifiés (ISC) par le Titulaire.

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des ISC auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de la connaissance et de la détention d'ISC et plus particulièrement :

- les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- le code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du marché et ayant à connaître des ISC doivent préalablement être habilités au niveau requis par le PCS. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement de leurs habilitations.

4. Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité de l'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes estivales, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du marché. Il la communique au CEA à première demande de ce dernier et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le marché.

5. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des ISC auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.



6. L'exécution du marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du PCS.
7. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du marché, sauf autorisation préalable du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le PCS.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un PCS « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FCPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des ISC convenues avec le CEA et précisées par la FCPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500€ HT/jour de retard.

9. Toute violation ou inobservation par le Titulaire des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du marché en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions du code pénal.

10. Les lieux voués à abriter des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC), ainsi que les systèmes d'information utilisés pour traiter des ISC doivent présenter toutes les garanties pour assurer la protection du secret de la défense nationale et peuvent faire l'objet d'inspections, de contrôles ou d'audits de la part de l'autorité administrative.

L'élaboration, le traitement, le stockage, la conservation des ISC doivent être réalisées par le Titulaire dans des lieux abritant ayant fait l'objet d'un avis technique d'aptitude physique délivré par l'autorité d'habilitation. Les références de l'aptitude physique des locaux sont obligatoirement mentionnées dans le PCS.

Le Titulaire doit fournir au CEA une attestation de conformité physique de ces lieux abritant conformément à l'annexe n°26 de l'IGI 1300.

En cas d'inexécution des travaux requis par l'autorité d'habilitation chargée de la vérification d'aptitude physique des locaux dans les conditions définies par les dispositions de l'IGI 1300 ou de



non-conformité de ces derniers, le Titulaire engage sa responsabilité et le marché pourra être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à signaler toute modification susceptible de remettre en cause les garanties que présentent ses locaux ainsi que les systèmes d'information utilisés pour la protection des ISC communiqués au titre du marché.

À l'achèvement des prestations du marché nécessitant l'accès à des ISC, le Titulaire dispose d'un délai d'un mois pour en informer le CEA qui détermine, dans la Fiche de Clôture du PCS (FCPCS), la destination à donner aux ISC jusqu'alors détenus par le Titulaire ainsi que les conditions de démantèlement du système d'information classifié. Par défaut, les ISC énumérées dans le PCS doivent être intégralement retournées au CEA sauf mention contraire stipulée dans la FCPCS. Le Titulaire s'engage à respecter ces dispositions. En cas d'inexécution, le Titulaire s'expose à des sanctions pénales et contractuelles, dont la pénalité de retard définie supra.

11. En cas de cessation d'activité ou de dissolution, le Titulaire restitue ou détruit les ISC qu'il détient au titre du marché selon les modalités définies au PCS.

## **ARTICLE 15      COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent marché est le Tribunal Administratif de Nîmes.

\*\*\*\*\*

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le .....

Pour le CEA, le .....

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :



## **ANNEXE 1 : CLAUSES GENERIQUES**

### **1) Conditions d'accès au site de Marcoule**

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, le Titulaire doit contacter le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site, à savoir :

CEA/Marcoule  
Accueil des Entreprises  
Tél. : 04.66.79.13.40  
Fax : 04.66.39.71.60

### **2) Conditions d'accès au site de Pierrelatte**

L'accès au CEA Marcoule – Site de Pierrelatte étant réglementé, le Titulaire doit contacter, le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site de Pierrelatte.

ORANO / Etablissement de Pierrelatte  
Groupe Accès Entreprises  
BP16  
26701 PIERRELATTE CEDEX  
Tél. : 04.75.50.72.13  
Fax : 04.75.50.71.47

### **3) Jours de fermeture du Centre**

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution du marché. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

### **4) Modalités de livraison sur le site de Marcoule**

Tous les colis transitent par la rupture de charge du CEA Marcoule sauf dans les cas suivants :

- Si le volume de livraison est supérieur à 20 m<sup>3</sup>, ou si le colis est de dimensions supérieures à longueur 4m, largeur 2m, hauteur 2m,
- Si le poids du colis dépasse 1 tonne,
- Si la livraison concerne des produits en vrac comme le gaz notamment,
- Si la livraison concerne des produits destinés au restaurant d'entreprise,
- Si la livraison concerne des matières vivantes, des matières radioactives,
- Si la livraison concerne des colis froids à destination de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF). La DRF se situe à l'extérieur de la clôture lourde du Centre de Marcoule.
- Si le CEA émet une demande particulière.

Dans ces cas précédemment cités, la livraison sera effectuée directement sur le Centre de Marcoule par le fournisseur, Cf. Procédure d'accès au Centre de Marcoule visiteurs et livreurs – PR120



Adresse et coordonnées de la rupture de charge :  
Rouméas Services pour le compte du CEA Marcoule  
Rue Louis Nell  
Zone Industrielle de L'Ardoise  
30290 L'ARDOISE

Tél : 04 66 33 76 84

Mail : [MAR\\_RUPTUREDECHARGE@cea.fr](mailto:MAR_RUPTUREDECHARGE@cea.fr)

Mentions obligatoires devant figurer à l'extérieur du colis :

- N° commande CEA
- Nom du fournisseur
- Nom du destinataire
- N° du bâtiment de livraison

Horaires de réception : du lundi au vendredi **de 8h à 12h** (pas de réception possible en dehors de cette plage horaire), hors jours fériés.

Le camion du livreur doit disposer obligatoirement d'un hayon pour les palettes, caisses, etc...  
Le déchargement est à la charge du livreur.

**Attention, concernant les livraisons pour le site de Pierrelatte, seuls les colis en provenance de pays tiers transitent par la rupture de charge du CEA Marcoule.**

## 5) Les modalités de livraison pour le site de Pierrelatte

Accueil des livraisons sur rupture de charge, prise en charge directe sauf les cas d'exception ci-contre pour lesquels un accompagnement pour livraison sur site sera opéré.

Condition d'accès : Chauffeur Français : Carte d'identité nationale obligatoire

Catégories	Situations
Produits chimiques	Contenants Bidons > 30 litres ou Sommes des bidons > 333 Kg ou L Transi-cubes, GRV environ 800
Vrac et hors gabarit	Vrac et Assimilé vrac à destination des magasins « Semi-remorque de fûts, containers »
	Dimensions supérieures à : Longueur > 2 m Largeur > 1,50 m Hauteur > 1,6 m Poids > 900 Kg

Adresse et coordonnées de la rupture de charge :

ORANO Cycle - TRICASTIN  
Rupture de charge - Sud du Site  
Pour le CEA  
RD 204 – 84500 Bollène  
Coordonnées GPS : Latitude 44.3207 / Longitude 4.7275

Tel Quai interne: 04.75.50.52.36

Tel Rupture de charge: 04.75.50.52.37

Mention spécifique au chauffeur : Ne pas confondre avec le site EDF ou CNPE TRICASTIN



#### Horaires de réception :

Du Lundi au Jeudi, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 15 h 30

Le Vendredi, de 8 h 30 à 11 h 00

## **6) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité**

### **Management de la qualité (ISO 9001)**

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PMQ sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires, ni indemnité.

### **Environnement (ISO 14001)**

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les Parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser le marché dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

### **Santé/Sécurité (ISO 45001)**

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

## **7) Assurances**

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

--	--	--



	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
<b>Domage de nature conventionnelle</b>	120 000 000 €	600 000 €
<b>Domage de nature nucléaire</b>	120 000 000 €	15 000 000 €



## **ANNEXE 2 : CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS**

### Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent marché n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

### Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

#### ➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

#### ➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuit.

#### ➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.



	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

### Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

### Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

### Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.



### **ANNEXE 3 - ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE & DECLARATION INDIVIDUELLE (\*)**

*A établir sur papier à en-tête de la société*

Je soussigné(e), ....., né(e) le..... à  
....., employé(e) de la société ..... intervenant sur  
le marché de la société précitée avec le CEA n° .....

" .....**OBJET DU MARCHÉ**..... "

m'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations, sous quelque forme que ce soit, dont je pourrais avoir connaissance dans l'exercice de mes fonctions dans le cadre du marché précité.

En conséquence, je m'engage formellement à ne pas divulguer ou utiliser lesdites informations à d'autres fins que celles prévues dans le cadre de mon activité professionnelle.

Par ailleurs, je m'engage expressément à ne jamais, même à titre de référence et de notoriété, communiquer ou publier en France et à l'étranger les informations dont j'aurai eu connaissance lors de l'exécution dudit marché.

Le non-respect de cet engagement pourra entraîner la rupture du marché de ma société avec le CEA et/ou l'application de pénalités contractuelles sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées.

(\*) Par ailleurs, j'atteste avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et être informé(e) que je n'ai pas, dans le cadre de ce marché, sous peines de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Fait à :.....

Le .....

Cachet de la société, nom et  
signature du responsable de la société

Nom et signature de l'intéressé  
précédé de lu et approuvé



## **ANNEXE 4 : PLAN CONTRACTUEL DE SECURITE**

Le Plan Contractuel de Sécurité annexé au présent marché comporte 22 pages